

28 JANVIER 2016



ASIA PACIFIC
FOUNDATION
OF CANADA

FONDATION
ASIE PACIFIQUE
DU CANADA



FONDEMENTS D'UNE STRATÉGIE CANADO-ASIATIQUE

DOCUMENT PRÉPARÉ PAR LA FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA



Asia Pacific Foundation of Canada | Fondation Asie Pacifique du Canada

www.asiapacific.ca

Vancouver
900–675 West Hastings Street
Vancouver C-B, Canada V6B 1N2

Tel. 604 684 5986
Télé. 604 681 1370

Toronto
205–375 University Avenue
Toronto ON, Canada M5G 2J5

Tel. 416 597 8040
Télé. 416 597 1162

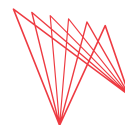


TABLE DES MATIÈRES

À propos de la Fondation Asie Pacifique du Canada	4
Message du conseil d'administration de la Fondation Asie Pacifique du Canada	5
Message du président et chef de direction	6
Introduction	8
Facteurs de changement	11
PREMIER FACTEUR : les régimes politiques et la sécurité	11
DEUXIÈME FACTEUR : l'économie	14
TROISIÈME FACTEUR : les défis mondiaux	17
QUATRIÈME FACTEUR : la technologie et l'innovation	19
CINQUIÈME FACTEUR : la démographie	21
Le Canada et les facteurs de changement en Asie	23
Recommandations à l'intention du gouvernement du Canada	28
Notes en fin de texte	34

À PROPOS DE LA FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Établie par une loi du Parlement en 1984, la Fondation Asie Pacifique du Canada (« la Fondation ») est une organisation à but non lucratif consacrée aux relations du Canada avec l'Asie. Sa mission consiste à servir de catalyseur et de trait d'union dans les relations entre l'Asie et le Canada. La Fondation soutient le développement des compétences et des savoir-faire sur l'Asie, tout en encourageant les connaissances et la compréhension des développements qui ont lieu dans cette région. Ses travaux en matière de recherche et de politiques portent sur les échanges commerciaux, les investissements et l'innovation, l'énergie et l'environnement.

Élément moteur dans l'étude et l'analyse des relations canado-asiatiques depuis plus de 30 ans, la Fondation a établi des partenariats avec des représentants gouvernementaux, des chefs d'entreprise, des universitaires et des relais d'opinion au Canada et dans toute la région Asie-Pacifique, et ce, afin de formuler des conseils clairs, précis et concrets en matière de politiques.

MESSAGE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

La prospérité économique et la sécurité du Canada sont inextricablement liées à l'Asie. Cela est devenu manifeste depuis que la transformation de l'Asie—la renaissance de la Chine, la croissance de l'Inde, la maturité du Japon et de la Corée, ainsi que des développements dans la région de l'ANASE (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est)—amène de nouveaux débouchés et donne des défis à ses populations et au reste du monde.

Le Canada jouit d'une position idéale, non seulement pour tirer profit de la transformation asiatique, mais aussi pour servir de pont reliant cette région dynamique au et le reste du monde. Le conseil d'administration de la Fondation Asie Pacifique est fermement convaincu qu'il est de la plus haute importance, pour le gouvernement du Canada, de renforcer ses partenariats et de raffermir ses relations avec l'Asie. Nous encourageons vivement le premier ministre Trudeau et son gouvernement à définir une stratégie constructive et durable sur l'Asie, une stratégie qui tient compte de la diversité de la région et qui peut s'accommoder d'un certain degré d'incertitude et d'instabilité à court terme, associé à des économies émergentes et à des régimes politiques évolutifs.

Il s'agit d'une période importante et exceptionnelle pour le Canada et l'Asie et les enjeux sont élevés. La Fondation joue un rôle essentiel d'appui à cet égard envers le gouvernement. C'est pourquoi le conseil d'administration est enchanté de soutenir et de présenter le document Fondements d'une stratégie canado-asiatique, qui propose une série de recommandations pouvant servir de fondement au gouvernement dans l'élaboration d'une stratégie canado-asiatique.

Membres du conseil d'administration de la Fondation Asie Pacifique du Canada:

David L. Emerson, Marie-Lucie Morin, Dominic Barton, Stewart Beck, Jean Charest, Colin Dodds, Kevin Falcon, Blaine Favel, George Heller, Murad Al-Katib, Vikram Khurana, Paul Lee, Kevin Lynch, Sandra Papatello, Evaleen Jaeger Roy, Indira Samarasekera, Graham Shantz.

MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHEF DE DIRECTION DE LA FONDATION ASIE PACIFIQUE DU CANADA

Depuis plus de 30 ans, la Fondation Asie Pacifique du Canada contribue au dialogue sur l'engagement du Canada en Asie, une région du monde essentielle à l'avenir de notre pays. Au cours de cette période, nous avons été témoins d'un renforcement des liens entre le Canada et l'Asie. Toutefois, comme l'Asie d'aujourd'hui se trouve sur le point de passer à un nouveau stade de croissance et de développement dynamiques, cela nous donne la possibilité de donner à nos relations avec des pays de cette région une toute nouvelle dimension nous permettant de mieux tirer profit des changements en cours.

Le présent document formule une série de recommandations dont le gouvernement canadien peut tenir compte lorsqu'il définira sa réponse à la montée de l'Asie en tant que puissance économique et de force politique à l'échelle mondiale. Nous nous sommes efforcés de traiter l'Asie dans son ensemble et recommandons que l'on tienne compte de nos travaux conjointement à d'autres études portant sur des pays particuliers¹.

L'établissement de priorités constitue toujours un exercice difficile. Cependant, j'aimerais attirer l'attention du gouvernement sur trois recommandations qui nécessitent des mesures immédiates :

- Le gouvernement du Canada devrait travailler avec le Parlement, afin de ratifier le Partenariat transpacifique (PTP) et accélérer les négociations sur un accord de libre-échange Canada-Chine et un accord de libre-échange Canada-Japon.
- Le gouvernement du Canada devrait élaborer une nouvelle génération de stratégies et de mécanismes novateurs en matière de commerce ciblant l'Asie et tenant compte des défis particuliers relevés par les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans cette région. Ces initiatives devraient cibler quelques secteurs clés prometteurs, dont l'agriculture et la logistique agricole, les technologies propres et les médias numériques.

- Le gouvernement du Canada devrait diriger et soutenir des initiatives qui aident les Canadiens à augmenter leurs habiletés par rapport à l'Asie (c.-à-d., acquérir des compétences et des savoir-faire sur l'Asie). Cela comprend des connaissances sur les cultures asiatiques; des connaissances sur les économies, les sociétés et les systèmes politiques de la région; et la capacité de parler des langues asiatiques.

Le Canada et les Canadiens se trouvent à un moment décisif, une période charnière pour décider comment tenir la barre pour négocier les fluctuations de la montée de l'Asie. Pour garantir un engagement adéquat à long terme, une approche stratégique concertée s'impose.

J'aimerais remercier David Emerson, Marie-Lucie Morin, Dominic Barton, Don Campbell, Kevin Lynch, Pitman Potter, Hugh Stephens et Michael Goldberg de leurs commentaires, ainsi que les membres du conseil d'administration de la Fondation de leur soutien et de leurs conseils. J'aimerais également remercier Eva Busza, Chantale Walker et Valentine Ostaszewski pour leur travail assidu de rédaction de ce document.



Stewart Beck,
Président et chef de direction de la Fondation Asie Pacifique du Canada

INTRODUCTION

La montée économique et politique de l'Asie marque l'un des changements décisifs du XXI^e siècle. Au sein d'un univers de plus en plus mondialisé et concurrentiel, la réponse et la position qu'adopte le Canada pour bénéficier de cette transformation orienteront son avenir. Le Canada a eu la bonne fortune d'avoir des partenaires traditionnels, comme les États-Unis et l'Europe, en tant que sources de croissance et de stabilité. Ces partenariats doivent être maintenus. Toutefois, l'importance grandissante de l'Asie a prouvé le besoin, pour le Canada, de faire preuve de stratégie pour raffermir et diversifier ses partenariats existants dans la région.

Certains progrès ont déjà été réalisés sur ce front. Pourtant, le Canada continue d'affronter des obstacles majeurs pour prouver sa pertinence, son importance et son engagement à l'égard de l'Asie. Même si le Canada est un « pays du Pacifique », en raison de l'origine asiatique des quelque 60 % des nouveaux immigrants qu'il accueille, il demeure marginalisé dans ses relations avec plusieurs pays asiatiques. À ce jour, sa capacité d'influencer les développements dans cette région ou d'en tirer parti est limitée. Il devient de plus en plus urgent de pallier cette lacune, car de nombreux concurrents amicaux du Canada ont pris des mesures importantes pour améliorer leur propre position stratégique et économique dans la région.

Le gouvernement du Canada a la possibilité de définir une approche plus ciblée et plus stratégique par rapport à l'Asie, une approche qui pourra tout autant faire valoir les intérêts nationaux canadiens que contribuer à la croissance et au développement viables de la région.

Pour tirer parti des forces du Canada, la clé consiste à ne pas établir une approche de type « universelle » au sujet de la région. Pour être efficace, une stratégie pour l'Asie exigera qu'on tienne compte de la taille, de l'immensité et de la diversité de la région. Elle exigera la coordination d'un éventail de tactiques, d'outils et d'acteurs. Plus important encore, une stratégie efficace sur l'Asie définie par le gouvernement du Canada exigera de la flexibilité stratégique afin de s'engager avec souplesse et réceptivité dans une région qui pourrait traverser des périodes d'instabilité à court terme.

Une stratégie canado-asiatique efficace et tournée vers l'avenir devra atteindre quatre objectifs importants : 1) positionner le Canada à titre de partenaire pertinent et important pour l'Asie; 2) veiller à

ce que le Canada bénéficie de la croissance et du développement de l'Asie, en améliorant l'accès aux marchés ainsi que les possibilités de commerce dans des secteurs concurrentiels; 3) tirer parti des forces du Canada pour appuyer la sécurité et la viabilité de la région de l'Asie; 4) développer des compétences canadiennes par rapport à l'Asie, en améliorant les connaissances et les savoir-faire des Canadiens sur cette région.

Afin d'atteindre ces objectifs, nous formulons les recommandations ci-dessous à l'intention du gouvernement du Canada.

1. Cultiver un engagement politique plus important : l'engagement politique dans les pays et la région de l'Asie doit constituer une priorité, afin de renforcer les relations canado-asiatiques. Cet engagement doit émaner de l'instance fédérale, par la mise sur pied d'un comité de coordination de l'engagement politique en Asie. En procédant ainsi, la participation active aux institutions et aux conférences régionales aidera le Canada à devenir un acteur pertinent en Asie.

2. Conscientiser l'Asie par rapport à la saine gouvernance et aux droits de la personne : favoriser la conscientisation contribuera à maintenir l'engagement politique du Canada. Le Canada pourrait offrir de diriger un groupe consultatif international pouvant servir de ressource en matière de sujet des questions de gouvernance, dont la lutte contre la corruption, l'imputabilité, les cadres juridiques et les droits de la personne. De plus, le Canada pourrait collaborer avec ses partenaires asiatiques, pour aplanir les obstacles à l'inclusion sociale et économique.

3. Travailler avec le Parlement afin de ratifier le Partenariat transpacifique (PTP) et accélérer les négociations sur un accord de libre-échange Canada-Chine et un accord de libre-échange Canada-Japon : les échanges commerciaux entre le Canada et l'Asie peuvent croître de manière exponentielle, mais les mécanismes facilitant le commerce dans la région—comme les accords de libre-échange et les ententes de promotion et de protection des investissements étrangers—font défaut.

4. Le gouvernement du Canada devrait élaborer une nouvelle génération de stratégies et de mécanismes novateurs en matière de commerce ciblant l'Asie : ces initiatives devraient cibler quelques secteurs clés prometteurs, dont l'agriculture et la logistique agricole, les technologies propres et les médias numériques en tenant compte des défis particuliers relevés par les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans cette région.

5. Forger des partenariats transfrontaliers qui encouragent l'entrepreneuriat et l'innovation : comme l'entrepreneuriat et l'innovation sont essentiels au raffermissement de l'économie du Canada, il faudrait chercher à forger un plus grand nombre de partenariats transfrontaliers canado-asiatiques qui les encouragent. Voici des exemples de partenariats bilatéraux possibles : des ententes de collaboration entre des universités et des incubateurs et des accélérateurs d'entreprises; des mentorats; des bourses internationales et des stages; et des visites sur le terrain.

6. Devenir un pôle d'attraction pour le talent international : en raison de sa position stratégique qui relie l'Asie, les Amériques et l'Europe, le Canada devrait être présenté non seulement comme un pôle

d'attraction pour le commerce et les investissements, mais aussi pour le talent international. Les flux de circulation de talent dans les deux directions devraient être encouragés à l'aide d'ententes sur les visas et d'ententes améliorées sur la mobilité internationale.

7. Renforcer la capacité de l'Asie à relever les défis mondiaux : au cours des prochaines années, l'Asie devra trouver des solutions à un éventail de problèmes de sécurité non traditionnels reliés au changement climatique, à la sécurité hydrique, alimentaire et énergétique et à la santé. Grâce à son expertise, à la qualité de ses chercheurs et à la fine pointe de ses technologies, le Canada peut tirer profit de cette possibilité d'aider l'Asie à se préparer à relever ces défis.

8. Améliorer les mécanismes canadiens pour aider les pays de l'Asie à prévenir les conflits et les catastrophes et à se relever après de tels événements : cela peut se mettre en place au moyen d'ententes bilatérales ou des mécanismes régionaux et multilatéraux déjà existants.

9. Soutenir l'inclusion sociale et économique en Asie, de même que la paix et la sécurité, grâce à l'acquisition de compétences et à la formation des jeunes : le Canada peut contribuer à pallier la pénurie de travailleurs qualifiés en Asie du Sud et dans certaines régions de l'Asie du Sud-est, tout en aidant également les gouvernements à réduire les risques potentiels associés à un grand nombre de jeunes chômeurs. Pour ce faire, il est possible de soutenir les partenariats visant à élaborer des programmes d'études et de formation en Asie et de faciliter l'échange de pratiques exemplaires pour répondre aux besoins en main-d'œuvre.

10. Diriger et soutenir des initiatives qui aident les Canadiens à augmenter leurs habiletés par rapport à l'Asie : pour être en mesure de renforcer ses relations avec l'Asie, le Canada doit développer ses compétences sur celle-ci. Il faudrait accroître davantage le bassin de connaissances et de compréhension de l'Asie, au moyen de modèles de cours interactifs et de bourses pour aller étudier ou travailler en Asie, tout particulièrement parmi les fonctionnaires et les étudiants. Le gouvernement du Canada devrait encourager les Canadiens à profiter des compétences en langues asiatiques des immigrants récents. Il devrait aussi encourager les provinces à promouvoir l'acquisition et le perfectionnement des langues asiatiques des jeunes Canadiens. Le gouvernement peut développer encore plus les compétences des Canadiens sur l'Asie en donnant priorité à l'établissement d'une stratégie nationale visant une transparence accrue des règles qui visent les investissements étrangers directs, dont la promotion des règles et des pratiques canadiennes sur les investissements. Cela contribuera à instaurer la confiance des Canadiens au sujet du processus et de la reconnaissance des avantages économiques des investissements étrangers.

La mise en œuvre de ces recommandations exigera une allocation judicieuse des actifs, un engagement politique soutenu et de l'empressement à assumer un rôle de partenaire engagé et constructif pour la région, là où le Canada et l'Asie ont des intérêts et des objectifs communs.

Le gouvernement du Canada a la possibilité de renforcer sa position de collaborateur crédible et fiable en Asie. Un engagement qui respecte les croyances fondamentales des Canadiens, mais demeure ouvert aux traditions, aux intérêts et aux valeurs de la région, contribuera à établir des relations et une compréhension durables qui renforceront la nature du Canada tout entier.

FACTEURS DE CHANGEMENT EN ASIE

Au cours des prochaines cinquante années, la région de l'Asie connaîtra des changements considérables en raison de son rôle plus prépondérant et plus influent au sein de l'économie mondiale. Les changements relèveront de facteurs appartenant aux cinq grandes catégories suivantes : les régimes politiques et la sécurité; l'économie; les défis mondiaux; la technologie et l'innovation; et la démographie. Lors de la définition d'une stratégie constructive et durable sur l'Asie, les politiques et les pratiques du gouvernement du Canada devront tenir compte de ces dynamiques.

PREMIER FACTEUR : LES RÉGIMES POLITIQUES ET LA SÉCURITÉ

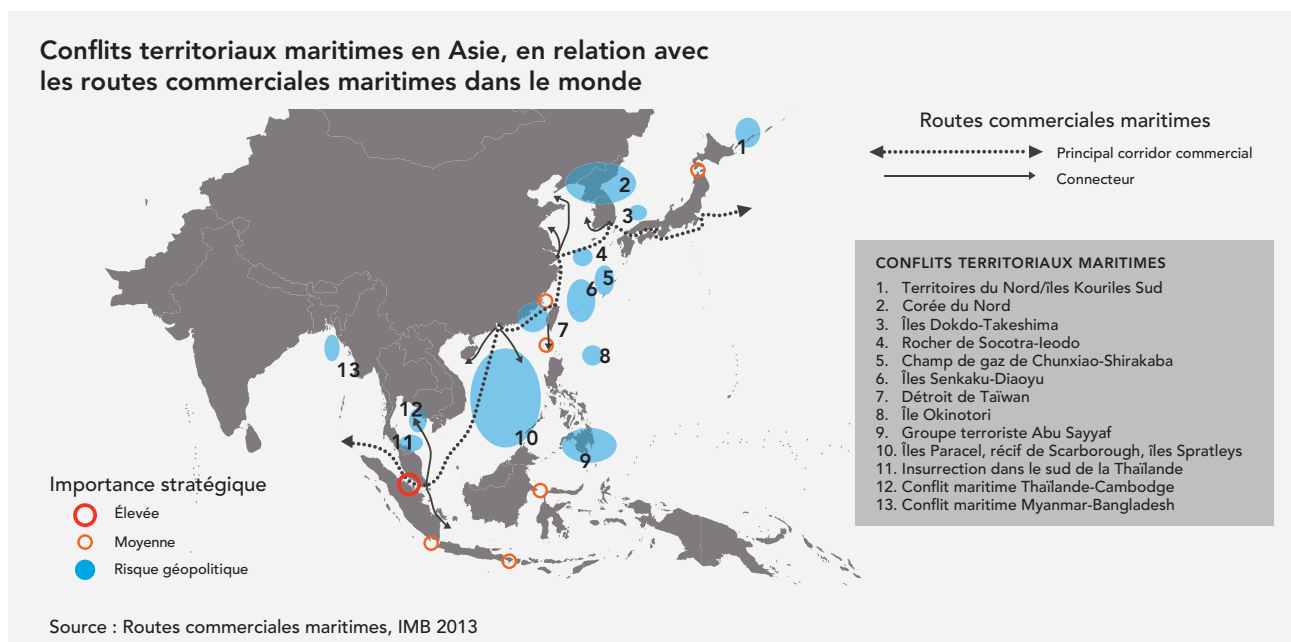


La complexité de l'Asie découle non seulement de sa diversité économique, mais aussi de sa diversité politique. La région abrite divers régimes politiques allant des systèmes multipartites à parti unique et des régimes autoritaires aux démocraties émergentes et bien établies. Le champ d'application et la force des capacités et des structures de gouvernance varient également considérablement au sein de la

région. Ces éléments joueront un rôle important pour déterminer la probabilité du caractère stable et prévisible des parcours politiques et de l'orientation des politiques de pays particuliers au cours des prochaines dix années.

La rivalité au sujet des territoires, des routes commerciales, de la puissance régionale et des ressources influera également beaucoup sur la situation politique en Asie. Cette rivalité aura une incidence sur les dépenses dans le domaine de la défense. En Asie, on prévoit qu'elles représenteront la moitié de la croissance totale estimative des dépenses mondiales dans ce domaine d'ici 2020². La Chine, dont on prévoit qu'elle doublera ses dépenses consacrées à la défense au cours des prochaines cinq années, sera en tête de peloton³. Alors que la Chine continue d'accroître son rôle de leadership chef de file en Asie à l'aide d'une politique étrangère plus assurée, sa force militaire grandissante orientera la politique et la sécurité dans la région.

La montée de la Chine à titre de puissance militaire intensifiera les tensions dans la région. Le caractère de la relation émergente entre les É.-U. et la Chine prendra une importance toute particulière. La fin de 2014 a montré une possibilité de coopération entre les deux pays, en raison des progrès réalisés par leurs présidents en matière de commerce et de sécurité, ainsi que de l'annonce d'objectifs É.-U.-Chine sur les changements climatiques. Malgré cela, plusieurs questions demeurent en suspens, dont les conflits territoriaux dans les mers de l'est et du sud de la Chine, la modernisation militaire de la Chine, les ventes d'armements des É.-U. à Taïwan, le montant de titres du trésor américain détenu par la Chine et, enfin, les problèmes en matière d'environnement et de droits de la personne en Chine.



Plus loin à l'Est, les tensions augmentent à cause de l'adoption en 2015 d'une série de lois liées à la sécurité au Japon, ce qui a eu pour effet d'exercer de nouvelles pressions sur la Chine et la Corée du Sud, et à cause des tensions irrésolues dans la péninsule coréenne. Le comportement imprévisible de cette dernière, comme en témoigne une mise à l'essai présumée d'une bombe H au début de janvier 2016, menace particulièrement la stabilité de l'Asie orientale. La direction qu'emprunteront les tactiques et les politiques de la Chine—le maintien ou l'abandon de son appui au régime nord-coréen—revêt une grande importance pour l'avenir de la péninsule coréenne.

En Asie du Sud et du Sud-Est tout particulièrement, la piraterie et le terrorisme ainsi que la traite des personnes et des marchandises constituent des menaces à la sécurité beaucoup plus fréquentes, même s'il existe des conflits politiques dans la région. De 2007 à 2014, il s'est produit 1 007 incidents de piraterie, dont la plupart ont eu lieu dans les eaux en bordure de l'Indonésie, du Bangladesh et de la Malaisie⁴. En Asie du Sud, les incidents de terrorisme et d'insurrection se poursuivent dans des pays comme le Pakistan, le Sri Lanka et le Bangladesh, malgré leur baisse de 29 638 incidents, en 2009, à 6 668 en 2013⁵. Les tensions entre le Pakistan et l'Inde semblent s'être partiellement apaisées au cours de l'année précédente, surtout après l'entente sur les échanges diplomatiques conclue entre les deux pays. Cependant, le risque qu'un conflit émerge à nouveau demeure élevé.

Enfin, l'ère numérique a forcé l'Asie à investir davantage dans la cybersécurité. D'ici 2020, en raison de dépenses s'élevant à 22 G\$ US⁶, la région représentera 35 % du marché mondial de la cybersécurité⁷. Comparativement aux autres pays de la région, la Chine, le Japon et la Corée du Sud consacrent plus de fonds à leurs systèmes de cybersécurité. Les pays dont les investissements dans le domaine sont les plus faibles sont le Laos, les Maldives, le Népal, le Bhoutan, le Pakistan et l'Afghanistan. En dépit des investissements en cybersécurité, les cybermenaces sont susceptibles de perturber la paix et la sécurité dans la région. La possibilité que de présumés incidents de cyberespionnage perpétrés par des États intensifient des conflits, particulièrement entre la Chine et les États-Unis, constitue une préoccupation marquée.

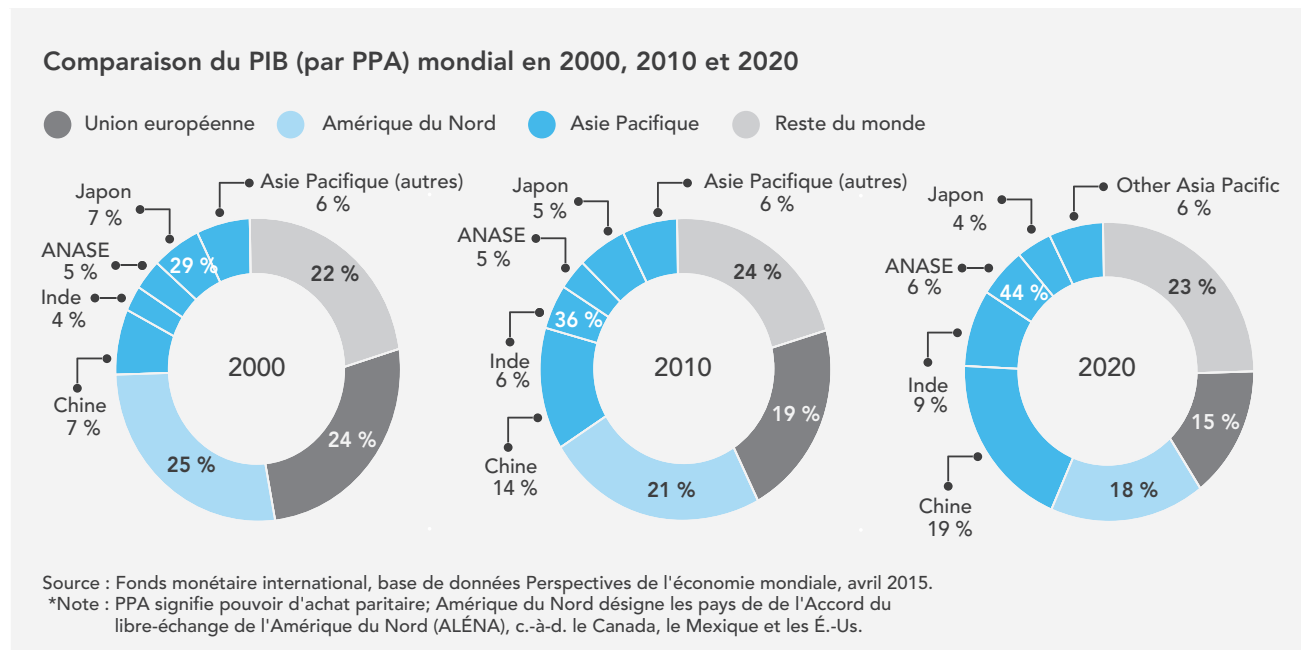
DEUXIÈME FACTEUR : L'ÉCONOMIE



En 2015, le Fonds monétaire international (FMI) a estimé que l'Asie représenterait plus de 45 % du PIB mondial d'ici 2020⁸, en raison du développement économique de la Chine et de l'Inde. En raison des indications récentes de pressions sur l'économie chinoise (p. ex., les taux de croissance réduits, l'instabilité du marché boursier et un déficit budgétaire grandissant), auxquelles s'ajoutent des constats de difficultés futures (p. ex., une population vieillissante, des attentes accrues en matière de revenu et des défis environnementaux), ont fait reprendre le débat sur l'avenir de la Chine. Cependant, même si la croissance du pouvoir économique asiatique pourrait se dérouler plus ou moins rapidement, et que certains pays pourraient subir des revers et des turbulences économiques, la région est en voie de devenir une puissance mondiale à long terme, ce qui est attribuable, en partie, aux nouveaux consommateurs de la classe mondiale représentant un milliard de personnes, d'investissements majeurs dans les infrastructures, de la croissance des économies établies et émergentes, ainsi qu'une meilleure intégration économique à l'échelle régionale.

Les tentatives récentes de la Chine de passer à une économie reposant davantage sur la consommation, ainsi que ses investissements grandissants en Asie, en Europe, en Amérique latine et en Afrique, contribuent à l'expansion de son influence régionale et mondiale. Comme la Chine finance des besoins infrastructurels nationaux et régionaux d'une valeur pouvant aller jusqu'à 776 G\$ US par an⁹, grâce à des contributions versées à la Nouvelle Banque de développement (100 G\$ US), au Fonds de la Route de la soie (40 G\$ US) et à la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (50 G\$ US), l'influence sociale et économique de la Chine est susceptible de continuer de croître.

Imitant la voie précédemment empruntée par la Chine, l'Inde cible désormais une croissance fondée sur les exportations, pour se positionner à titre de prochaine usine de fabrication sur l'échiquier mondial. En raison d'un PIB prévisionnel de 9,6 T\$ US d'ici 2020, on s'attend à ce que l'Inde prenne la place du Japon à titre de troisième économie mondiale en importance.



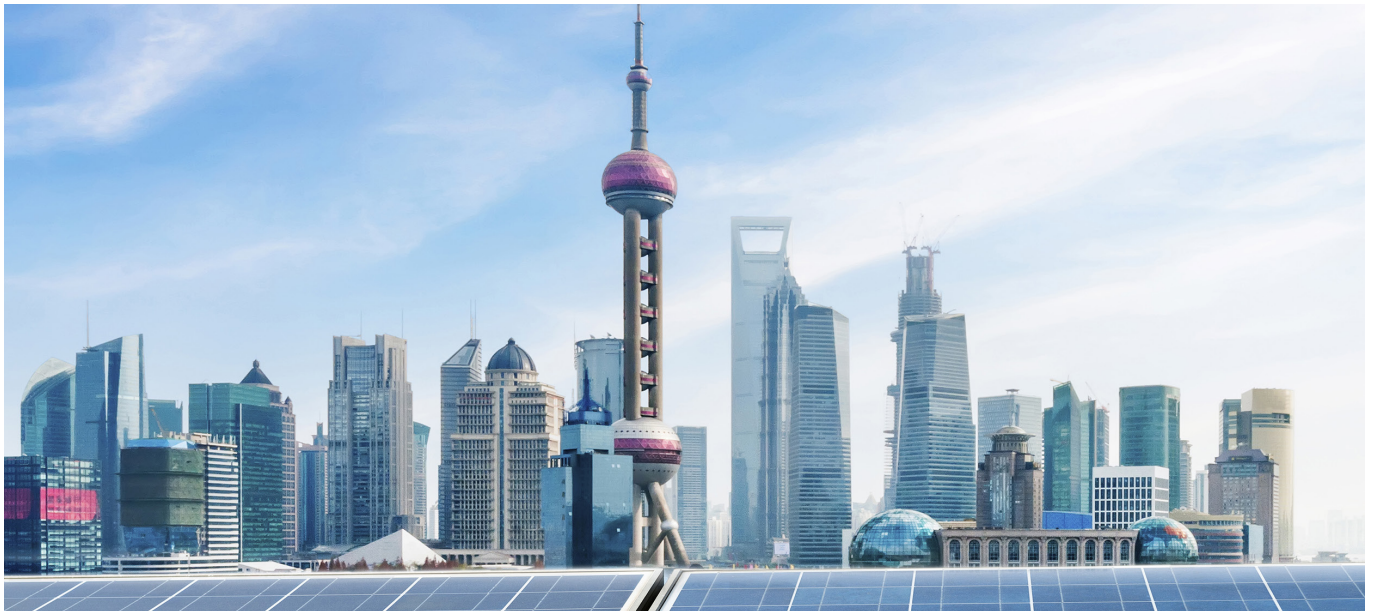
Même si des marchés à croissance rapide comme ceux de la Chine et de l'Inde constituent présentement les acteurs les plus influents du contexte économique de l'Asie, d'autres pays de cette région sont également susceptibles de jouer un rôle important à ce sujet, dont le Japon, la Corée, l'Indonésie, les Philippines et le Vietnam. L'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) s'apprête à assumer un rôle plus important au sein des chaînes de valeur mondiales. Le plan d'intégration de la Communauté des questions économiques de l'ANASE, qui vise à créer un marché unique de 600 millions de consommateurs, a pour but d'établir une présence plus forte de l'ANASE dans la région de l'Asie et dans le monde. On s'attend à ce qu'il génère une valeur économique annuelle de 280 à 615 G\$ US d'ici 2030¹⁰. Au sein de l'ANASE, les Philippines pourraient surclasser la Malaisie et Singapour et devenir la deuxième économie en importance dans la région d'ici 2020. Dix ans plus tard, on prévoit que l'Indonésie deviendra la septième économie mondiale.

La croissance économique de l'Asie est susceptible de se traduire par des revenus plus élevés et une augmentation de la classe moyenne, ce qui transformera la région en « puissance consommatrice ». D'ici 2020, on prévoit que 1,7 million d'Asiatiques, soit 54 % de la classe moyenne mondiale, dépenseront près de 15 G\$ US annuellement, ce qui correspond à 42 % du total de la consommation mondiale¹¹. On s'attend à ce que la Chine soit au premier rang de cette consommation, car sa classe moyenne représente plus de la moitié de sa population urbaine¹². De 2007 à 2025, l'Inde devrait augmenter sa consommation globale qui passerait de 364 à 728 G\$ CA¹³ et d'ici 2030, elle pourrait même devancer la Chine et les É.-U. et devenir le plus important marché de consommation de classe moyenne au monde. De plus, au sein des pays de l'ANASE, le nombre de ménages bien nantis doublera et passera à 125 millions au cours de la période de 2014 à 2025¹⁴.

Un portrait plus macroéconomique de la région révèle que l'intégration des économies régionales est susceptible de s'intensifier si les pays asiatiques réussissent à augmenter et à affermir les échanges commerciaux dans la région. Les trois initiatives les plus dignes de mention sont le Partenariat économique intégral régional (PEIR), le Partenariat transpacifique (PTP) et la zone de libre-échange de l'Asie-Pacifique (ZLEAP). Si le PEIR entre en vigueur, les retombées en gains de revenus pourraient atteindre 644 G\$ US d'ici 2025¹⁵. Son avenir est cependant incertain, car les négociations pourraient échouer à cause des accords de libre-échange conclus entre certains de ses membres, de différences de structures économiques et de stades de développement entre ses membres, ainsi que leur participation à d'autres programmes d'intégration régionale. Conclu au début d'octobre 2015, le PTP pourrait stimuler le revenu mondial de 295 G\$US par an¹⁶. La ZLEAP en est toujours à l'étape des pourparlers, mais si elle se concrétise, elle pourrait augmenter le commerce agricole de 65 % (260 G\$ US) et le commerce des produits manufacturés d'environ 85 % (5,2 T\$ US)¹⁷.

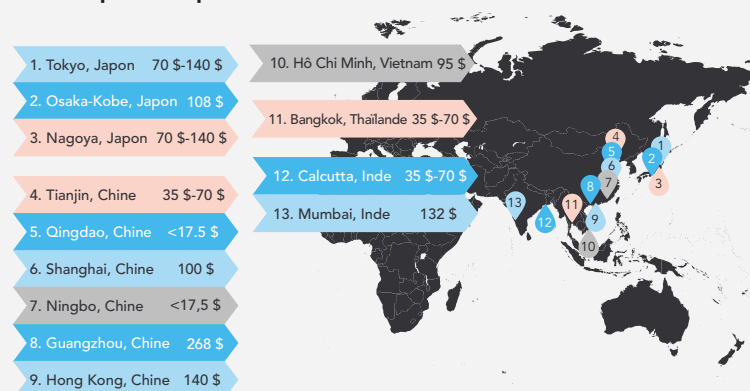
Au cours des dernières quinze années, l'Asie ne s'est pas uniquement tournée sur elle-même, mais a également porté son regard vers l'extérieur, comme en témoigne l'intérêt considérable manifesté par les gouvernements et les entreprises asiatiques envers l'Amérique latine. De 2000 à 2014, le commerce entre l'Amérique latine et l'Asie a augmenté, passant de 8 % à près de 25 %¹⁸ et d'ici 2020, on s'attend à ce que les échanges commerciaux atteignent 750 G\$ US¹⁹. La Chine constitue le plus important investisseur asiatique en Amérique latine et au cours des prochaines dix années, elle prévoit investir 250 G\$ US en Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi que doubler son commerce, soit une valeur de 500 G\$ US²⁰. Établie en 2012 et considérée comme une porte d'entrée aux économies des deux régions, l'Alliance du Pacifique encourage les investissements, les flux commerciaux et l'intégration des chaînes de valeur.

TROISIÈME FACTEUR : LES DÉFIS MONDIAUX

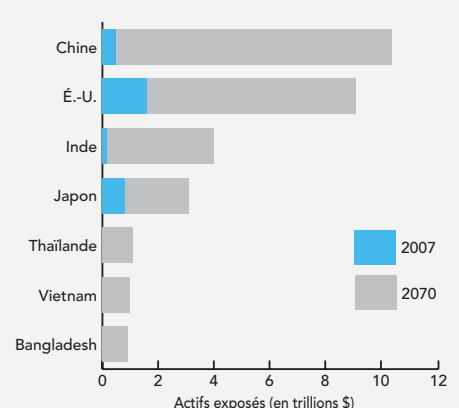


En Asie comme ailleurs, de nombreux défis mondiaux devront être relevés. Le changement climatique est au premier rang des menaces mondiales. Il a le potentiel de changer radicalement les espèces et les écosystèmes asiatiques, de nuire aux ressources hydriques et alimentaires de la région, de compromettre la santé, et de ruiner les moyens de subsistance et les foyers de millions de personnes dans la région.

Ports des villes asiatiques exposés aux risques climatiques les plus élevés*



Pays les plus exposés (par actifs) au changement climatique en 2007 et en 2070



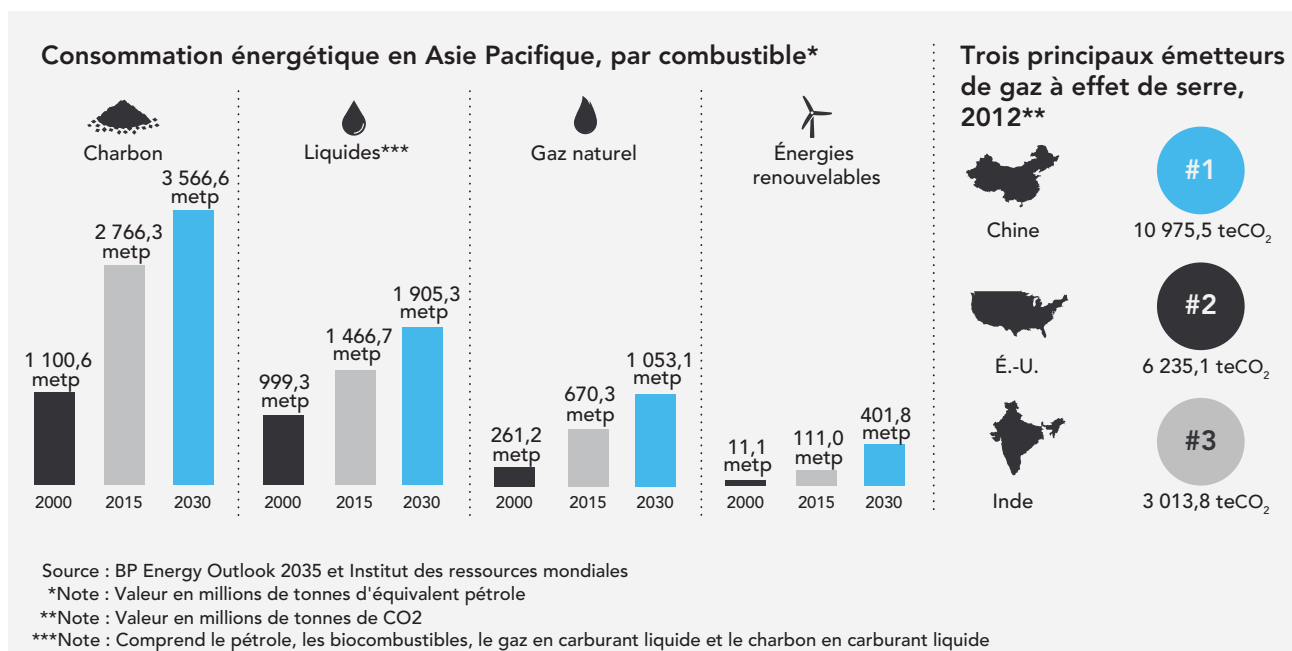
Source : Compilation de Bloomberg Business, National Geographic et Architecture 2030

*Note : Si un événement météorologique extrême submergeait les digues de protection contre l'élévation de la mer dans les zones urbaines, les valeurs représenteraient des pertes en milliards en 2050.

Son impact se fait déjà fortement ressentir à l'échelle de la région. Par exemple, pour ce qui est des ressources hydriques, déjà à l'heure actuelle, 380 millions de personnes dans la région n'ont pas accès à de l'eau potable salubre²¹. En Chine, un total de 660 villes ne disposent pas d'eau en quantité suffisante pour répondre aux besoins de leurs habitants²². L'Inde sera considérée comme un pays en pénurie d'eau dès 2020. D'ici 2030, on s'attend à ce que l'écart entre l'offre et la demande en eau soit grave (entre 20 et 80 %) en Inde et modéré (entre 0 et 20 %) à grave en Chine²³. Combinées, la rareté et la contamination de l'eau produiront une hausse des prix, de la détérioration des sols, de la déforestation et des problèmes environnementaux transfrontaliers.

Les catastrophes liées à l'eau toucheront aussi la région asiatique au cours des prochaines années. Durant l'année 2013 à elle seule, la région a connu la perte de plus de 17 000 personnes et de 51,5 G\$ US²⁴. En parallèle à l'exacerbation des répercussions du changement climatique, les habitants de la région devront être déplacés en raison des niveaux de la mer grandissants, d'une augmentation des catastrophes naturelles et des tempêtes plus violentes. Comme les Philippines, le Pakistan, le Myanmar, le Vietnam et le Bangladesh sont considérés comme étant les pays les plus vulnérables à des catastrophes liées à l'eau, on estime que 410 millions d'Asiatiques vivant en milieu urbain courent le risque d'être touchés par une inondation côtière d'ici 2025²⁵.

En plus des défis d'approvisionnement en eau, la sécurité alimentaire demeurera un enjeu important sur l'échiquier asiatique. Même si on prévoit une baisse du nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire se situant à 320 millions en 2020, soit 113 millions de moins qu'en 2010²⁶, la sécurité alimentaire de l'Asie sera principalement menacée par la déforestation et la désertification. Plus du tiers des terres arables de l'Asie sont déjà menacées. Un plus grand nombre de pays asiatiques devront dépendre des importations alimentaires pour répondre à la demande en aliments.



Les pays asiatiques dépendent de plus en plus de fournisseurs d'énergie de l'extérieur de leur région pour faire tourner leur économie. D'ici 2035, la région consommera plus de la moitié de l'énergie mondiale²⁷. Pour répondre à ce besoin grandissant, les pays asiatiques continueront à utiliser le charbon, ce qui produira une augmentation totale de 47 % au cours des prochaines années²⁸. Malgré cela, on ne parviendra pas à répondre à la demande, alors que certains pays de l'Asie du Sud et du Sud-Est devraient continuer à subir des pénuries d'énergie en raison de la hausse des besoins énergétiques et des prix.

Certains nouveaux développements importants pourraient aider l'Asie à réduire son déficit énergétique et ses émissions de gaz à effet de serre. L'Asie est en train d'adopter lentement des sources d'énergie plus écologiques. On s'attend à ce que la Chine, qui fait partie des plus importants investisseurs en énergie renouvelable dans le monde, comble 15 % de sa consommation énergétique totale au moyen d'énergie renouvelable d'ici 2020²⁹. De son côté, l'Indonésie prévoit augmenter son utilisation de l'énergie renouvelable de 17 % d'ici 2025³⁰. On estime également que la croissance de l'industrie du panneau solaire atteindra 37,8 G\$ US d'ici 2020, à cause des investissements considérables de l'Inde, du Japon, de la Chine et de l'Indonésie³¹. L'hydroélectricité présentera des débouchés économiques au Bhoutan, au Laos, au Népal, en Chine, en Inde et en Thaïlande, tandis que les biocombustibles seront de plus en plus reconnus, car la Chine a l'intention d'en produire 12 millions de tonnes métriques d'ici 2020³².

Enfin, la santé représentera aussi un problème majeur en Asie, accéléré principalement par l'urbanisation rapide. Déjà, la pollution atmosphérique causée par l'industrialisation, de même que la fumée produite par les feux de forêt et les tempêtes de poussière et de sable, provoque plus d'un million de décès par an. La malnutrition et la contamination de l'eau, tout particulièrement dans les pays en développement, nuiront également à la santé des enfants et des adultes. L'Asie compte environ 537 millions de personnes sous-alimentées, dont 299 millions dans la région de l'Asie du Sud³³.

QUATRIÈME FACTEUR : LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION



L'Asie est à l'avant-scène de la technologie moderne et de l'innovation, car les pays de la région mettent tout en œuvre afin de devenir les plus novateurs au monde. En 2015, le Bloomberg Innovation Index a classé neuf pays ou économies asiatiques parmi les 50 pays les plus novateurs au monde, avec la Corée du Sud au premier rang, suivie du Japon au deuxième, de Singapour au huitième et de la Chine au vingt-deuxième.

Classement 2015 de Bloomberg sur les 50 pays les plus novateurs du monde

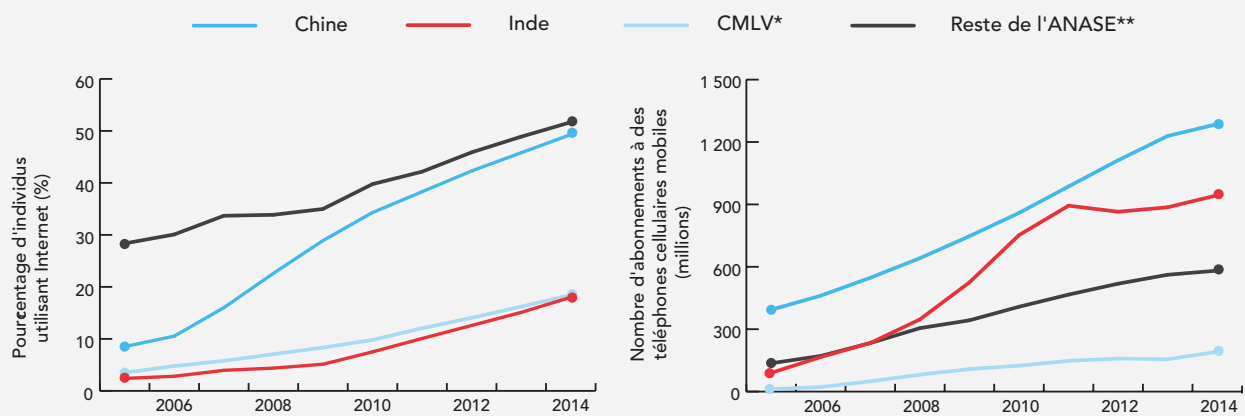
	R. et D.	ENTREPRISES DE HAUTE TECHNOLOGIE	PERSONNEL DE RECHERCHE	BREVETS	CLASSEMENT GÉNÉRAL
1	Corée du Sud	É.-U.	Finlande	Corée du Sud	Corée du Sud
2	Israël	Chine	Iceland	Japon	Japon
3	Finlande	Japon	Danemark	Chine	Allemagne
4	Suède	Corée du Sud	Israël	É.-U.	Finlande
5	Japon	Canada	Singapour	Allemagne	Israël

Source : 2015 Index de Bloomberg sur l'innovation

Cette croissance de l'innovation a changé le domaine du numérique en Asie. L'Inde et la Chine sont actuellement les principaux utilisateurs d'Internet dans le monde, avec plus de 100 millions³⁴ et de 600 millions³⁵ d'utilisateurs, respectivement. L'augmentation de l'utilisation d'Internet transformera les économies nationales et de marché traditionnelles en économies mondiales et numériques, comme on peut déjà le constater avec la recrudescence récente des ventes en commerce électronique. Depuis 2013 et jusqu'en 2018, les ventes en commerce électronique de l'Asie devraient doubler, passant à 854 G\$ US³⁶. On s'attendait à ce que la Chine, à titre de principal marché du commerce électronique au monde, dépense 540 G\$ US en transactions électroniques en 2015³⁷.

Le commerce mobile ou commerce électronique effectué à l'aide de téléphones cellulaires gagne aussi de plus en plus en popularité dans la région. D'ici 2020, la moitié de la population de l'Asie aura un accès sans fil à l'Internet³⁸. L'Inde connaîtra l'une des croissances les plus rapides en matière de commerce mobile et électronique et d'ici 2021, la valeur estimée de son marché sera de 90 G\$ US³⁹. Bien que l'Asie du Sud-Est n'ait pas actuellement des taux de pénétration du téléphone cellulaire aussi élevés que dans l'Est de l'Asie, les six plus grands marchés de commerce électronique de l'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam) devraient atteindre 34,5 G\$ US d'ici 2018⁴⁰.

Utilisation d'Internet et usage mobile en Asie, 2004-2014



Source : World Telecommunications/ICT Indicators Database 2015

*Note : CMLV renvoie aux valeurs moyennes pour le Cambodge, Myanmar (Birmanie), le Laos et le Vietnam

**Note : Reste de l'ANASE renvoie aux valeurs moyennes des Philippines, de l'Indonésie, du Brunei (Darussalam), de la Thaïlande et de Singapour

CINQUIÈME FACTEUR : LA DÉMOGRAPHIE



Le paysage démographique de l'Asie sera complètement redéfini dans les prochaines années. Ce changement découlera de trois principales tendances démographiques : l'urbanisation, les populations vieillissantes et les jeunes. L'urbanisation touchera l'ensemble de l'Asie alors que des proportions massives d'habitants des régions rurales déménageront dans des régions urbaines. D'ici 2020, la population urbaine devrait atteindre 2,46 milliards de personnes, soit 70 fois plus que la population du Canada⁴¹. La plus grande augmentation surviendra dans les villes de petite et moyenne taille, ou villes de deuxième et de troisième catégorie.

Quoique l'urbanisation touchera l'ensemble de l'Asie, chaque pays fera partie d'un des trois groupes démographiques suivants : populations vieillissantes, populations jeunes ou une combinaison des deux. Dans les pays développés de l'Asie, les populations vieillissantes domineront, alors que le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans augmentera considérablement. Entre 2013 et 2020, le nombre de personnes âgées à Singapour augmentera de 41,3 %, suivi par Hong Kong (39,2 %), Taïwan (34,2 %), la Corée du Sud (31,7 %) et le Japon (20,25 %)⁴². Les investissements dans les régimes de pensions nationaux, les soins de santé et la recherche en technologie médicale ont déjà commencé, alors que les gouvernements se préparent aux besoins uniques des personnes âgées. D'ici 2020, le gouvernement japonais planifie d'augmenter la part du PIB allouée à ses systèmes de soins de santé à près de 10 %⁴³, alors que celui de la Corée du Sud prévoit avoir plus de 900 G\$ CA en réserves dans son système national de régimes de pension⁴⁴.

D'autre part, les pays développés dans l'Asie du Sud et du Sud-est connaîtront une expansion du nombre de jeunes. Près de la moitié de la population de l'Asie du Sud-Est sera âgée de moins de 30 ans d'ici 2020, procurant à un certain nombre de pays dans la région (les Philippines, le Laos, la Malaisie, le Cambodge, l'Indonésie et le Myanmar) une croissance de plus de 10 % de leur main-d'œuvre⁴⁵. Dans la même année, l'Inde devrait devenir le pays le plus jeune du monde, car le groupe des personnes en âge de travailler représentera 64 % de sa population⁴⁶.

La Chine, la Thaïlande et le Vietnam sont des cas particuliers, car ils commencent à constater des tendances démographiques correspondant à des populations vieillissantes, tout en disposant toujours d'une main-d'œuvre relativement nombreuse. Cela changera toutefois, alors que les données démographiques de ces pays reflètent progressivement des sociétés plus vieillissantes, comme cela devrait arriver en Chine d'ici 2050 lorsqu'elle fera face à la même situation que le Japon connaît actuellement, dont 26 % de la population est âgée de plus de 65 ans⁴⁷.

LE CANADA ET LES FACTEURS DE CHANGEMENT EN ASIE

L'émergence de l'Asie à titre de puissance politique, économique et socioculturelle aura des implications majeures sur les futurs systèmes, institutions et normes de niveau international. L'importance grandissante de l'Asie a déjà été reconnue par un grand nombre de nos partenaires internationaux, qui tentent de cultiver des relations prospères avec les économies émergentes en Asie.

Alors que la période d'après-guerre de la Deuxième Guerre mondiale a valu au Canada de connaître la prospérité, de s'établir à titre de onzième économie en importance dans le monde, d'être membre du G7 et du G20 et devenir une « puissance moyenne » influente, la position du Canada n'est aucunement garantie en ce monde dynamique et de plus en plus concurrentiel. Le Canada doit adopter une approche proactive pour promouvoir ses idées, ses biens et ses talents, tout particulièrement en Asie, qui constitue un futur centre de gravité pour la prise de décision et l'action économiques et politiques à l'échelle mondiale.

Tel que discuté, l'avenir de l'Asie sera orienté par les développements au sujet des régimes politiques et de la sécurité, de l'économie, des défis mondiaux émergents, de la technologie et de l'innovation et enfin, de la démographie. Les facteurs de changement de ces cinq catégories auront également des répercussions importantes sur le Canada, sa relation avec l'Asie et son positionnement plus général sur l'échiquier mondial.

Les relations entre le Canada et l'Asie sont vulnérables aux problèmes grandissants et variés de régimes politiques et de sécurité déjà décrits dans ce document, dont les conflits territoriaux, les dépenses militaires croissantes, la piraterie, le terrorisme, la traite des personnes et des marchandises, ainsi que les cyberattaques.

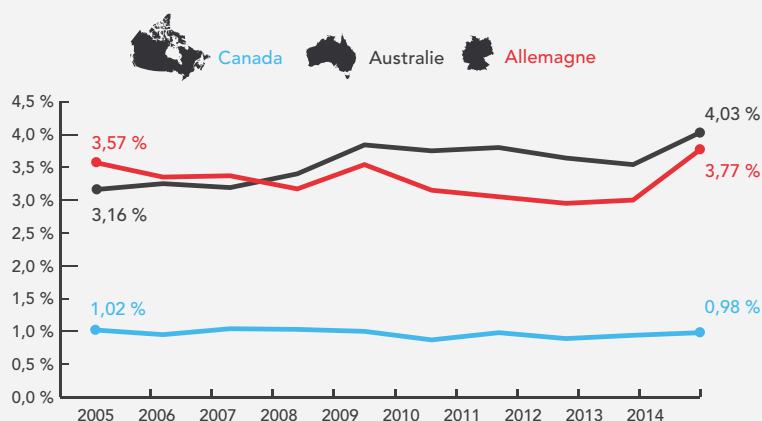
Le Canada a collaboré avec les pays asiatiques, tout particulièrement ceux de la région de l'ANASE, avec des réunions à haut niveau, des ententes bilatérales et des dialogues où il a pu faire bénéficier ses partenaires asiatiques de son expertise en gouvernance, en sécurité et en aide technique. En plus de ses relations bilatérales, le Canada a aussi participé à des forums et des dialogues régionaux sur la sécurité, afin de définir des réponses possibles à des problèmes de défense et de sécurité régionales. La contribution historique du Canada aux opérations du maintien de la paix et le rôle d'aide qu'il joue dans

d'autres pays pour la prévention des conflits et des catastrophes ainsi que pour la relève après de tels événements ont contribué à faire du Canada un partenaire et un collaborateur fiable. Ces contributions avaient davantage rehaussé la pertinence et le statut du Canada dans la région, nous donnant un atout enviable pour promouvoir des questions liées à nos intérêts nationaux. La diminution de notre contribution et de notre implication dans ces domaines a érodé notre pertinence perçue.

La conjoncture actuelle et future des régimes politiques et de la sécurité en Asie donne une occasion en or au Canada de se repositionner à titre d'acteur pertinent, en usant des relations diplomatiques que lui vaut son statut de puissance moyenne et en travaillant avec ses partenaires de la région pour désamorcer les conflits et établir des consensus. Le Canada peut également démontrer son engagement et sa valeur pour la région en offrant de partager les politiques et les pratiques de son modèle de fonction publique de renommée mondiale dans les domaines de la saine gouvernance, ainsi que de la promotion et de la protection des droits de la personne, dont les droits de la femme.

L'économie du Canada dépend beaucoup du commerce. Le maintien et l'amélioration de notre niveau de vie reposent sur notre capacité à décrocher et à augmenter nos marchés. Alors que nous avons augmenté notre volume commercial avec l'Asie, notre part moyenne des importations des grandes économies asiatiques (soit la Chine, Hong Kong, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la Corée du Sud et Taïwan) est demeurée étonnamment modeste et statique. Les prévisions estiment que, d'ici 2030, la Chine et l'Inde combinées représenteront 39 % du PIB mondial et que leur classe moyenne devrait augmenter à environ 1,5 milliard de consommateurs. Pour que l'économie canadienne prospère, nous devons augmenter notre accès à ces marchés et devenir l'un des fournisseurs préférés de leurs consommateurs.

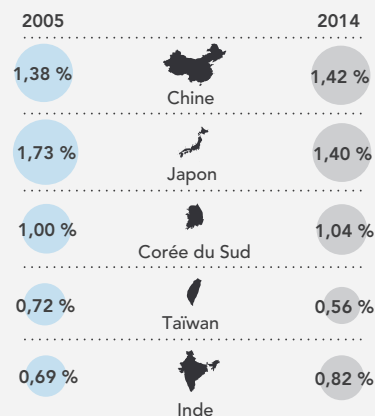
Part moyenne de marché du Canada, de l'Australie et de l'Allemagne en matière d'importations des principales économies asiatiques, 2005-2014*



Source : Centre du commerce international

*Note : Les principales économies sont la Chine, Hong Kong, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la Corée du Sud et Taïwan.

Part moyenne de marché du Canada en matière d'importations des principales économies asiatiques, 2005 et 2014



La négociation d'accords de libre-échange bilatéraux (ALE), d'accords de partenariat économique (APE) et d'ententes de promotion et de protection des investissements étrangers (EPPIE) peut jouer un rôle essentiel dans le renforcement des relations du Canada en matière de commerce et d'investissements. À l'heure actuelle, le Canada n'a conclu qu'un ALE en Asie (avec la Corée du Sud). Les négociations sur un APE avec le Japon et l'Inde sont en suspens. Dans le domaine des investissements, le Canada participe à trois EPPIE avec des économies asiatiques (la Thaïlande, les Philippines et la Chine). Le nouveau gouvernement doit désormais décider s'il ratifiera le Partenariat transpacifique (PTP), qui représente 37 % du PIB mondial et donnerait au Canada un accès privilégié aux États signataires situés en Asie. La concurrence grandissante d'autres pays, comme celle de l'Australie, qui participe actuellement à huit ALE et à onze EPPIE ratifiés en Asie, montre à quel point il est essentiel, pour le Canada, de renforcer ses relations en matière de commerce et d'investissements avec l'Asie, afin de rattraper les autres acteurs présents dans la région.

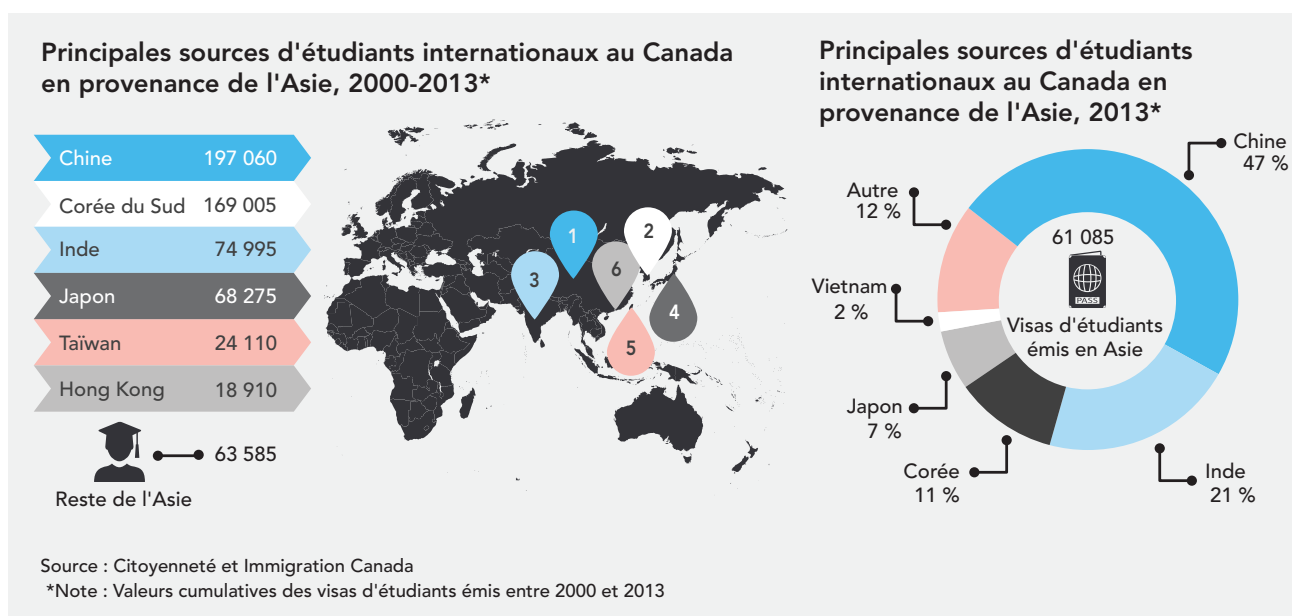
Les accords commerciaux constituent un outil important pour faciliter un plus grand nombre d'échanges commerciaux. Mais s'ils permettent l'engagement des entreprises, ils ne le garantissent pas. La prospérité future du Canada dépendra également, dans une large mesure, de la capacité de pénétration de nos micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans les marchés asiatiques. Nos concurrents amicaux ont travaillé assidûment pour élaborer une nouvelle génération de stratégies et de mécanismes novateurs en matière de commerce qui tient compte des défis particuliers relevés par les MPME voulant en Asie et qui sont conçues pour assurer que leurs économies bénéficient de la croissance et du développement asiatiques. Le défi du Canada consiste à faire de même.

L'Asie est située dans le vortex d'une série de défis mondiaux émergents qui menacent sa sécurité et sa viabilité. Les politiques et les mesures prises en Asie seront essentielles pour déterminer comment les menaces qui découlent de ces défis seront résolues, et si elles le seront. Grâce à son expertise étendue et sa capacité de fournir des solutions techniques novatrices, le Canada est un partenaire idéal qui peut collaborer avec ses homologues asiatiques et ainsi les aider à obtenir un avenir sécuritaire et viable. Tout rôle que le Canada peut jouer dans cette démarche entraînera des avantages directs pour nous, car le Canada, comme tous les pays du monde, a intérêt à promouvoir la santé et la sécurité de la planète. De plus, notre capacité à travailler avec des partenaires asiatiques pour résoudre des problèmes d'une extrême importance pour eux augmentera notre pertinence dans la région. Enfin, les experts et les entreprises du Canada qui se spécialisent dans les solutions à ces problèmes peuvent bénéficier de nouvelles possibilités de marchés lorsqu'ils règlent ces problèmes mondiaux émergents.

L'Asie se transforme rapidement en centre mondial de technologie et d'innovation. Les incubateurs et les accélérateurs prolifèrent; des « Silicon Valley » balbutiantes émergent. Les technologies asiatiques sont sur le point d'avoir un impact prodigieux en ce qui concerne la définition de nos goûts, nos habitudes de consommations et l'infrastructure structurelle sous-jacente aux échanges et au commerce mondiaux, l'Internet des objets. Malgré ces développements, beaucoup d'entreprises et de gouvernements asiatiques cherchent des possibilités d'acquérir des connaissances d'autres pays comme le Canada, pour savoir comment édifier de sains écosystèmes d'innovation et comment catalyser l'entrepreneuriat. Ces entreprises et gouvernements s'intéressent également aux partenariats pouvant réunir l'expertise de différents pays. Les entreprises et les instituts de recherche du Canada se trouvent

dans une position idéale pour tirer parti de ces possibilités, qui augmenteront non seulement notre pertinence dans la région, mais assureront aussi que nous bénéficions de la croissance économique de l'Asie. La collaboration avec des partenaires asiatiques stimulera davantage nos propres progrès technologiques et capacités d'innovation.

Les changements démographiques de l'Asie, qui s'accompagnent d'une croissance de la classe moyenne et de l'urbanisation, entraînent de nouveaux défis et possibilités pour le Canada. Premièrement, la hausse des revenus à l'échelle de l'Asie permet à davantage d'entreprises et de ménages de la classe moyenne de la région d'acheter des biens de consommation durables, alors que les ménages bien nantis dépensent plus sur des articles de luxe, dont plusieurs sont importés. Deuxièmement, l'expansion de la classe moyenne asiatique a entraîné l'abandon répandu d'une alimentation à base de céréales et l'adoption d'un régime comportant plus de viande, ce qui produit une hausse de la demande des produits alimentaires provenant de pays sources fiables. Troisièmement, la demande en voyages internationaux augmente. On estime que le nombre d'arrivées internationales de touristes dans le monde atteindra 1,8 milliard de personnes d'ici 2030, ce qui est à la hausse par rapport à 940 millions en 2010. Près de la moitié de cette circulation mondiale s'effectuera dans les pays asiatiques ou à partir de ces pays vers le reste du monde⁴⁸. Quatrièmement, un plus grand nombre de familles s'attendent à ce que leurs enfants puissent faire les hautes études nécessaires à des emplois de cols blancs, ce qui assure leur statut et leur revenu pour un bon nombre d'années. Toutefois, dans plusieurs pays asiatiques—comme la Chine, l'Inde et l'Indonésie—, la demande pour les études supérieures dépasse largement l'offre d'enseignements, y compris en matière de grande qualité d'enseignement et d'éducation qui s'adapte à la demande changeante du marché du travail⁴⁹, comme c'est le cas au Japon (l'un des plus importants partenaires commerciaux du Canada)⁵⁰. En raison de cet écart grandissant entre l'offre et la demande, de plus en plus de parents asiatiques envoient leurs enfants outre-mer pour leurs études supérieures, principalement à des pays occidentaux de langue anglaise, comme le Canada.



Le Canada a la possibilité de bénéficier de ces nouvelles demandes. Toutefois, cela exigera des efforts de promotion de nos produits et services en Asie beaucoup plus importants et, par conséquent, une synchronisation des politiques du gouvernement, des initiatives des entreprises et du soutien du public. Ces deux derniers éléments dépendent beaucoup de l'existence d'un public canadien qui possède des habiletés par rapport à l'Asie.

Les études et les sondages réalisés par la Fondation Asie Pacifique du Canada au cours des dernières dix années ont révélé que les Canadiens ne connaissent pas les pays asiatiques et que peu de Canadiens sont allés en Asie ou ont été exposés à la culture asiatique des affaires. Ce manque de connaissances a une incidence nuisible à trois égards : premièrement, il empêche les Canadiens de reconnaître et de saisir les immenses possibilités associées à l'établissement de relations avec l'Asie; deuxièmement, il réduit la capacité des Canadiens à orienter les politiques et les stratégies du Canada sur l'Asie de manière éclairée; troisièmement, il réduit notre concurrentialité économique, car les entreprises qui font affaire en Asie signalent qu'elles ont des difficultés à trouver des Canadiens pour occuper des postes liés à l'Asie. Sans effort concerté pour développer les capacités et les compétences relatives à l'Asie, ce problème s'aggravera. En particulier, les jeunes Canadiens seront extrêmement désavantagés comparativement à leurs homologues de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis, qui peuvent se prévaloir d'initiatives nationales bien financées et bien coordonnées qui leur offrent actuellement des possibilités d'études, de projets de recherche et d'expérience de travail en Asie.

Bref, afin de répondre aux facteurs de changement en Asie et veiller à ce que leur impact fasse avancer les intérêts canadiens et améliore les possibilités économiques et la sécurité des Canadiens, le gouvernement du Canada devra envisager de définir ses politiques et ses programmes pour qu'ils réalisent quatre objectifs fondamentaux lorsqu'il élaborera sa politique sur l'Asie :

- positionner le Canada à titre de partenaire pertinent et important pour l'Asie;
- veiller à ce que le Canada bénéficie de la croissance et du développement de l'Asie, en améliorant l'accès aux marchés ainsi que les possibilités de commerce dans des secteurs concurrentiels;
- tirer parti des forces du Canada pour appuyer la sécurité et la viabilité de l'Asie;
- développer des compétences canadiennes par rapport à l'Asie, en améliorant les connaissances et les savoir-faire des Canadiens sur cette région.

RECOMMANDATIONS À L'INTENTION DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Positionner le Canada à titre de partenaire pertinent et important pour l'Asie

1. Cultiver un engagement politique plus important.

1.1 Relancer le Comité sénatorial permanent des Affaires étrangères et du commerce international, en faisant de l'engagement stratégique du Canada avec l'Asie une priorité essentielle de ses délibérations. Cela contribuerait à coordonner la politique sur l'engagement avec l'Asie et à encourager une compréhension uniforme et exhaustive à l'échelon fédéral et entre les ministères du gouvernement fédéral. Ce comité pourrait être soutenu par un « Comité consultatif sur le Canada et l'Asie », présidé par le premier ministre et réunissant un petit groupe d'éminents chefs d'entreprises canadiens et asiatiques afin de donner des conseils sur les politiques et fournir de l'expertise.

1.2 Profiter de la participation du Canada à des institutions régionales et de ses capacités, pour augmenter sa pertinence en Asie. Dans le cas de forums qui comportent des événements axés sur les affaires, faire un effort particulier pour encourager la participation accrue de chefs d'entreprise. Voici deux mesures à prendre immédiatement : 1) demander l'inclusion du Canada

au Sommet de l'Asie orientale, en prenant des mesures concrètes qui prouvent la capacité du Canada à contribuer à la paix et à la sécurité dans la région; 2) faire valoir les compétences du Canada à titre de membre sérieux et engagé de l'APEC, en soutenant et en accueillant une réunion du Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC en 2017, et en prenant l'initiative d'accueillir un sommet annuel de l'APEC (prochaine plage disponible : 2023-2024) portant sur des sujets pertinents pour le programme de prospérité du Canada.

1.3 Institutionnaliser une conférence Canada-Asie annuelle et un échange soutenu d'information sur les objectifs et les actions du Canada en Asie entre les représentants principaux du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux, les associations regroupant des industries et des entreprises, les chefs d'entreprise, les groupes de la diaspora (au Canada et en Asie), les ONG, les universitaires, les spécialistes des politiques et les chercheurs. Cette conférence pourrait réunir d'éminents experts mondiaux ayant des connaissances et de l'expérience de première main en Asie afin de définir des mesures et des stratégies à long terme, des réussites stratégiques pour les gouvernements fédéral et provinciaux, les entreprises et la société civile au sujet de leur engagement avec l'Asie.

1.4 Renforcer les relations déjà importantes entre individus canadiens et asiatiques, en augmentant la sensibilisation à la culture canadienne et aux programmes canadiens dans les pays asiatiques pour présenter la prochaine génération de talents canadiens dans les domaines du numérique, des arts de la scène et des technologies virtuelles.

2. Conscientiser l'Asie par rapport à la saine gouvernance et aux droits de la personne.

2.1 Favoriser un programme sur la saine gouvernance et les droits de la personne au moyen d'un soutien soutenu des initiatives qui ciblent le renforcement des capacités dans la région. Cela comprend ce qui suit : 1) donner des conseils sur les politiques de lutte contre la corruption, de transparence et d'imputabilité; 2) fournir des mécanismes de renforcement des capacités aux ONG locales et aux communautés de l'Asie, pour faciliter leur engagement auprès des autorités publiques et des investisseurs du pays hôte, pour les faire participer aux discussions sur les ententes de partage des revenus, sur les ententes sur les impacts sociaux, économiques et en matière de droits de la personne, ainsi que sur le respect des principes liés au « consentement libre, préalable et éclairé » au sujet des projets de mise en valeur des ressources; 3) fournir 20 millions \$ pour établir des partenariats internationaux avec les pays en développement prioritaires pour le Canada afin de renforcer les institutions judiciaires, au moyen de programmes de formation pour les juges et les avocats; et 4) appuyer les initiatives de réforme du droit, afin de renforcer la capacité locale pour la promotion et la protection des droits de la personne universels en Asie.

2.2 En s'inspirant des pratiques et de l'expertise canadiennes, faire la promotion d'outils et de cadres de gouvernance judiciaires pour contribuer à aplanir les difficultés d'inclusion sociale et économique au sein des économies

émergentes en Asie. Réunir un petit groupe de haut niveau composé de fonctionnaires à la retraite, d'universitaires et d'employés d'ONG dans le but de former un groupe consultatif international qui pourrait collaborer avec des partenaires asiatiques intéressés à la modernisation de la fonction publique, en exportant le modèle de la fonction publique canadienne dans les domaines de l'élaboration de cadres financiers, des structures fiscales justes et responsables, des systèmes de réglementation des finances, des régimes de soins de santé financés par l'État, des politiques sur la responsabilité sociale des sociétés, des systèmes et politiques d'éducation, de l'administration des pensions, des programmes de développement régional, ainsi que des programmes sociaux et d'aide sociale durables.

Veiller à ce que le Canada bénéficie de la croissance et du développement de l'Asie, en améliorant l'accès aux marchés ainsi que les possibilités de commerce dans des secteurs concurrentiels

3. Travailler avec le Parlement, afin de ratifier le Partenariat transpacifique (PTP) et accélérer les négociations sur un accord de libre-échange Canada-Chine et un accord de libre-échange Canada-Japon.

3.1 Ces mesures peuvent s'accompagner d'une accélération des négociations actuelles sur un accord de libre-échange avec l'Inde, l'amorce de pourparlers semblables avec l'ANASE et la conclusion de négociations sur des ententes de promotion et de protection des investissements étrangers (EPPIE) avec le Vietnam et l'Indonésie. Il conviendrait aussi de se pencher sur des façons de promouvoir les EPPIE, qui sont déjà en vigueur avec la Chine et les Philippines, en tant qu'outil éducatif pour attirer les investissements vers le Canada et encourager les investissements canadiens dans d'autres pays, en tirant parti des

travaux effectués par la Fondation Asie Pacifique du Canada, en matière de compétences et de littératies sur l'Asie.

4. Élaborer une nouvelle génération de stratégies et de mécanismes novateurs en matière de commerce ciblant l'Asie et tenant compte des défis particuliers relevés par les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans cette région. Ces initiatives devraient cibler quelques secteurs clés prometteurs, dont l'agriculture et la logistique agricole, les technologies propres et les médias numériques.

4.1 Soutenir les MPME canadiennes qui souhaitent s'établir dans des marchés asiatiques : 1) en allouant des fonds du Programme de développement des marchés d'exportation de manière stratégique, pour soutenir l'établissement, avec le concours d'Exportation et développement Canada (EDC) et de la Corporation commerciale canadienne (CCC), d'un consortium de MPME canadiennes s'établissant à l'étranger pour les aider à élaborer des échelles d'exportation en Asie; 2) soutenir l'établissement d'un Conseil de champions d'exportation en Asie, composé d'exportateurs canadiens prospères de diverse importance et de divers secteurs, qui serviront de mentors aux MPME canadiennes faisant leur entrée dans les marchés asiatiques (s'inspirer de modèles de mentorat déjà existants, comme l'initiative MACH d'Aéro Montréal ou le programme d'accélérateurs commerciaux de la Chambre de commerce régionale de Toronto (GTA TAP)); 3) encourager le regroupement et l'expansion des ressources en ligne à l'intention des MPME canadiennes qui cherchent à exporter en Asie, en tirant parti des travaux qu'entreprend la Fondation Asie Pacifique du Canada, de concert avec le gouvernement de la Colombie-Britannique, pour évaluer les besoins de littératie sur l'Asie des MPME canadiennes et y répondre; 4) soutenir la participation des MPME canadiennes à l'expansion de l'économie numérique

asiatique, au moyen de formation sur les possibilités de marché, sur l'accès au financement, sur les infrastructures de TIC (technologies de l'information et de la communication) et sur la sécurité numérique.

4.2 Promouvoir des services novateurs et des biens à forte intensité technologique des entreprises canadiennes en Asie dans les domaines de l'éducation, des sciences de la vie, de l'architecture et de l'ingénierie, des soins de santé, du transport et de l'environnement. Établir l'Initiative de financement du développement (IFD), tel que prévu au Budget fédéral de 2015, et allouer ces fonds de manière stratégique pour aider le secteur privé canadien à offrir des solutions novatrices et de haute technologie dans les économies en développement de l'Asie, en tirant parti de la réputation du Canada à titre de chef de file dans le domaine de la technologie de pointe.

4.3 Forger des relations de collaboration entre le gouvernement fédéral et les provinces, les territoires et les municipalités du Canada, pour coordonner la promotion du Canada à titre de destination idéale pour le commerce et les investissements asiatiques. Au nombre des modèles d'initiatives inspirants, mentionnons l'Initiative Asie-Pacifique de la Colombie-Britannique au niveau provincial et Canada en tête au niveau municipal. Continuer à tenir des réunions régulières au niveau des sous-ministres et des sous-ministres adjoints avec les ministres provinciaux responsables du commerce, pour déterminer comment mieux coordonner les efforts en Asie, dont les programmes de promotion du commerce.

5. Forger des partenariats transfrontaliers qui encouragent l'entrepreneuriat et l'innovation.

5.1 Créer des liens plus serrés entre les écosystèmes d'innovation canadien et asiatique en 1) en encourageant les incubateurs et les

accélérateurs canadiens à forger des partenariats avec des universités ou avec des incubateurs et des accélérateurs situés en Asie; 2) en encourageant les entreprises canadiennes et asiatiques en démarrage à faire leur entrée dans les marchés asiatiques et canadiens, respectivement, à l'aide de mentorat; 3) offrir des bourses et des stages internationaux aux entreprises asiatiques en démarrage qui sont à la recherche d'un mentorat avec des incubateurs et des accélérateurs canadiens, et vice-versa; 4) mettre sur pied des mécanismes d'échange permettant à des praticiens de l'innovation et à des décideurs asiatiques de faire des visites sur le terrain au Canada.

5.2 Allouer 50 M\$ au Programme canadien de l'innovation à l'international (PCII), pour contribuer à officialiser davantage de partenariats scientifiques et technologiques bilatéraux avec des marchés établis de la région de l'Asie Pacifique, comme le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, Hong Kong, Taïwan et Singapour.

6. Devenir un pôle d'attraction pour le talent international.

6.1 Promouvoir les flux de circulation de talent dans les deux directions, à l'aide d'ententes sur les visas et d'ententes améliorées sur la mobilité internationale. Il faudrait accorder une importance particulière à tirer parti d'ententes de mobilité des jeunes bien établies et déjà en place en Australie, en Nouvelle-Zélande et d'autres marchés asiatiques prioritaires et émergents, pour favoriser davantage de possibilités d'acquisition d'expérience sur le terrain pour les jeunes Canadiens qui souhaitent avoir de l'expérience de travail à l'étranger, à l'aide d'échanges jeunesse, de placements en coopération et de programmes de bénévolat, d'activités de formation et de réseautage ainsi que de jumelage au poste de travail. Cela pourrait

comprendre une augmentation de la liste des pays asiatiques qui ont une entente de vacances-travail avec le Canada pour les faire participer au Programme Vacances-Travail du Canada (à l'heure actuelle, seuls Hong Kong, le Japon, la République de Corée, Taïwan et la Thaïlande participent à des ententes de ce type).

6.2 Revoir le Programme des travailleurs étrangers temporaires et adopter les recommandations formulées par le Comité d'experts sur les obstacles à l'emploi des nouveaux Canadiens (2015), ce qui facilite l'intégration à la population active canadienne des nouveaux immigrants qualifiés et règle les problèmes importants de la reconnaissance des titres de compétences et le manque d'expérience canadienne.

Tirer parti des forces du Canada pour appuyer la sécurité et la viabilité de l'Asie

7. Renforcer la capacité de l'Asie à relever les défis mondiaux.

7.1 Proposer des politiques, partager des technologies et établir des partenariats sur de nouvelles initiatives qui aideront l'Asie à se préparer et à répondre aux problèmes de sécurité préoccupants et non traditionnels, inextricablement liés et grandissants, qui menacent l'environnement, le développement économique et la sécurité dans la région. Les ministères fédéraux pertinents du Canada—Ressources naturelles Canada, Affaires mondiales Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Santé Canada et Pêches et Océans Canada—devraient collaborer pour formuler un plan qui aiderait le Canada à mobiliser son expertise, ses recherches et ses technologies, afin d'épauler les décideurs de la région à remédier aux problèmes pressants dans les domaines de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation au changement climatique, de la sécurité alimentaire, hydrique et

énergétique, de même que de la santé. Cela pourrait comprendre la convocation d'une conférence bisannuelle de haut niveau sur des problèmes mondiaux, où des pratiques exemplaires et les technologies prometteuses peuvent être échangées entre praticiens et décideurs (p. ex., la surveillance et la gestion des nappes d'eau souterraine et des aquifères).

7.2 Promouvoir et tirer parti de l'expertise canadienne dans des domaines comme la planification urbaine, la gestion de l'eau, la gestion des risques de catastrophes et la gestion des déchets, afin d'aider les gouvernements asiatiques locaux à renforcer la capacité, à adopter des technologies et à élaborer des programmes d'investissements en immobilisation pour édifier des villes intelligentes et résilientes. Nous pourrions établir un fonds de type « Pour des villes intelligentes et résilientes » de 100 M\$ en partenariat avec des partenaires du secteur privé, pour appuyer le renforcement des capacités dans les pays asiatiques où se trouvent les villes les plus vulnérables. Ce fonds pourrait soutenir les propositions novatrices de villes canadiennes et de villes de pays asiatiques en développement, portant sur la collaboration en matière d'échange de connaissances et de technologies entre les planificateurs urbains et les décideurs, de même que sur le soutien à la recherche sur les villes résilientes et à la formation donnée par des établissements canadiens et des partenaires du secteur privé. Les régimes de pensions du Canada les plus importants pourraient aussi jouer un rôle dans une telle initiative, en raison de leur portée et de leur expertise mondiale en matière de développement de l'infrastructure urbaine.

8. Améliorer les mécanismes canadiens pour aider les pays de la région à prévenir les conflits et les catastrophes, et à se relever après de tels événements, au moyen d'ententes bilatérales ou des mécanismes régionaux et multilatéraux déjà existants.

8.1 Cela devrait comprendre des investissements dans les services pour lesquels les Canadiens ont une réputation d'excellence (p.ex., équipes médicales mobiles, assistance en ingénierie aéronautique, médiation, professionnels chevronnés de gestion des crises pour aider aux opérations de relève après une catastrophe internationale ou de maintien de la paix).

9. Soutenir l'inclusion sociale et économique en Asie, de même que la paix et la sécurité, grâce à l'acquisition de compétences et à la formation des jeunes.

9.1 Le Canada peut contribuer à pallier la pénurie de travailleurs qualifiés en Asie du Sud et dans certaines régions de l'Asie du Sud-Est, tout en aidant également les gouvernements à réduire les risques potentiels associés à un grand nombre de jeunes chômeurs. Cela peut se réaliser en appuyant les autorités provinciales, afin qu'elles incitent les établissements d'enseignement et les collèges d'arts et métiers du Canada à élaborer des programmes et à offrir de la formation en Asie. Le gouvernement fédéral devrait tout particulièrement soutenir les établissements nationaux comme les collèges et les instituts canadiens, ainsi que les entreprises du secteur privé canadien, à forger des partenariats publics-privés novateurs en éducation, avec des établissements locaux en Asie du Sud et du Sud-Est. Ces partenariats pourraient faciliter la prestation extraterritoriale de formation professionnelle et les échanges de pratiques exemplaires pour répondre aux besoins en main-d'œuvre.

Développer des compétences canadiennes par rapport à l'Asie, en améliorant les connaissances et les savoir-faire des Canadiens sur cette région.

10. Diriger et soutenir des initiatives qui aident les Canadiens à augmenter leurs habiletés par rapport à l'Asie.

10.1 Favoriser une compréhension et encourager l'acquisition de connaissances plus poussées sur l'Asie chez les fonctionnaires de plusieurs ministères fédéraux, dont Affaires mondiales Canada. Soutenir l'élaboration d'un modèle de cours à l'École de la fonction publique du Canada, pour former les nouvelles recrues et leur faire acquérir des connaissances exhaustives sur l'Asie et pertinentes pour leur ministère, pour les aider à être efficaces dans l'établissement de relations et de programmes pour cette région. Explorer la possibilité, pour les nouvelles recrues que cela pourrait intéresser à passer une partie de leur carrière en Asie.

10.2 En consultation avec les ministères provinciaux de l'Éducation, soutenir les travaux de la Fondation Asie Pacifique du Canada visant à élaborer des « modules d'études asiatiques ». Ces documents pédagogiques pour l'enseignement en classe visent à donner des connaissances de base aux élèves de la 9^e à la 12^e année du Canada sur l'histoire, les sociétés, les économies de l'Asie et les enjeux politiques canadiens par rapport aux marchés asiatiques prioritaires pour notre pays. Ces modules d'apprentissage comprendront des lectures et des visionnements, de même que des activités supplémentaires qui permettent aux apprenants de comprendre les enjeux concrets de l'Asie ou les relations canado-asiatiques.

10.3 Mettre sur pied un fonds de 1 000 bourses d'études « Le défi Canada-Asie » (de 3 000 à 5 000 \$ chacune) pour soutenir les études postsecondaires et l'expérience de travail en Asie. Ces bourses d'études, auxquelles pourraient s'ajouter d'autres sources d'aide financière du secteur privé ou des établissements d'enseignement des étudiants, devraient être décernées au mérite par concours à différentes catégories d'étudiants postsecondaires et pourraient être transposées à l'échelle nationale à partir du projet pilote

qu'élabore la Fondation Asie Pacifique du Canada en Colombie-Britannique.

10.4 Profiter de la connaissance des diverses langues parlées en Asie par les immigrants récents venus de ces régions, de la maternelle au palier postsecondaire et verser de modestes subventions aux établissements d'enseignement et aux organismes communautaires pour les aider à démarrer ou à appuyer des programmes sur les langues asiatiques qui revêtent une importance stratégique (p. ex., le mandarin, le coréen, le japonais, le bahasa et le vietnamien). Ces programmes devraient viser à faire acquérir des compétences linguistiques et culturelles aux apprenants d'ascendance non asiatique et des compétences linguistiques de niveau professionnel aux apprenants d'ascendance asiatique. Des systèmes de jumelage linguistique pourraient être créés à presque tous les paliers du système d'éducation pour promouvoir l'acquisition et le perfectionnement linguistiques.

10.5 Préconiser une stratégie nationale pour donner plus de transparence aux règles sur les investissements directs de l'étranger, ce qui comprend la promotion de connaissances sur les règles et les pratiques canadiennes en matière d'investissements, afin d'instaurer la confiance des Canadiens par rapport au processus et à la reconnaissance des avantages économiques des investissements étrangers. Par exemple, les résultats du Sondage d'opinion national 2015 de la Fondation Asie Pacifique du Canada indiquent que les Canadiens les plus informés sur les règles et les pratiques fédérales sur les investissements étrangers ont plus tendance à être favorables aux investissements en provenance de sociétés d'État chinoises. La confiance envers des règles et des pratiques canadiennes transparentes peut contribuer à apaiser les inquiétudes des Canadiens au sujet de l'engagement économique avec les partenaires asiatiques émergents.

NOTES EN FIN DE TEXTE

1. Dobson, W., et Evans, P. 2015. L'avenir des relations Canada-Chine.
2. Bain & Company, Inc. 2011. The Great Eight: Trillion-Dollar Growth Trends to 2020.
3. Barnato, K. 2015. « China defence spending to double by 2020. » CNBC.
4. Bateman, S. 2015. « The Future Maritime Security Environment in Asia: A Risk Assessment Approach ». Contemporary Southeast Asia. vol. 37, no 1, p. 49-84.
5. South Asia Terrorism Portal. 2014. « South Asia Assessment 2014 ».
6. ABI Research. 2015. Cybersecurity Strategies for Critical Infrastructure Market Research.
7. ETS Insights. 2013. Global Smart Grid Cybersecurity Systems Market Value (2012-2020).
8. FMI. Octobre 2015. Base de données Perspectives de l'économie mondiale du FMI.
9. Asian Development Bank Institute. 2010. Estimating Demand for Infrastructure in Energy, Transport, Telecommunications, Water and Sanitation in Asia and the Pacific: p. 2010-2020.
10. McKinsey Global Institute. 2014. Southeast Asia at the crossroads: Three paths to prosperity.
11. Kharas, H., et Gertz, G. 2010. The New Global Middle Class: A Cross-Over from West to East. Wolfensohn Center for Development, Brookings.
12. UNDP China & Institute for Urban and Environmental Studies, Chinese Academy of Social Sciences. 2013. China National Human Development Report 2013: Sustainable and Liveable Cities: Toward Ecological Civilization.
13. McKinsey Global Institute. 2007. The 'Bird of Gold': The Rise of India's Consumer Market.
14. McKinsey Global Institute. 2014. Understanding ASEAN: Seven things you need to know.
15. Petri, P.A., Plummer, M.G., et Zhai, F. 2012. Note on Alternative Asian Track Scenarios.
16. Petri, P.A., et Plummer, M.G. 2012. The Trans-Pacific Partnership and Asia-Pacific Integration: Policy Implications. Peterson Institute for International Economics.
17. Bergsten, C.F., Noland, M., et Schott, J.J. 2011. The Free Trade Area of the Asia-Pacific: A Constructive Approach To Multilateralizing Asian Regionalism. Asian Development Bank Institute.
18. Moreno, L.A. 2015. Looking Towards the Pacific. The IISS Cartagena Dialogue: The Trans-Pacific Summit.
19. UN Comtrade Database. Tiré de : <http://comtrade.un.org/>.
20. Rajagopalan, M. 2015. « China's Xi woos Latin America with \$250 billion investments ». Reuters.
21. UNESCO. 2014. Rapport mondial 2014 des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau : Eau et énergie, volume 1.
22. Xu, B. 2014. China's Environmental Crisis. Council on Foreign Relations.
23. 2030 Water Resources Group. 2009. Charting Our Water Future: Economic frameworks to inform decision-making.

24. UNESCO. 2015. Rapport mondial 2015 des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau : L'eau pour un monde durable.
25. The World Bank. 2013. Strong, Safe, and Resilient: A Strategic Policy Guide for Disaster Risk Management in East Asia and the Pacific.
26. Council on Foreign Relations. 2010. Food Security Assessment, 2010-2020.
27. UNESCO. 2014. Rapport mondial 2014 des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau : Eau et énergie, volume 1.
28. Ibid.
29. Cho, R. 2011. The Push to Dam China's Rivers. Earth Institute, Columbia University.
30. UNESCO. 2014. Rapport mondial 2014 des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau : Eau et énergie, volume 1.
31. ApacMarket. 2015. Solar Energy Panel Asia-Pacific Market Research Report, 2013-2020.
32. Jian, L. « China targets 12 million tonnes of aviation biofuels by 2020, representing 30 per cent of total jet fuel use ». Green Air Online.
33. Asian Development Bank. 2013. Food Security in Asia and the Pacific.
34. PwC. 2012. The Indian Kaleidoscope: Emerging trends in retail.
35. Chen, Y., Seong, J., et Woetzel, J. 2015. China's rising Internet wave: Wired companies. McKinsey & Company.
36. Miglani, J. Forrester Research Online Retail Forecast, 2013 to 2018 (Asia Pacific). Forrester.
37. KPMG International. 2014. E-commerce in China: Driving a new consumer culture.
38. GSM Association. 2015. The Mobile Economy: Asia Pacific 2015. GSMA Intelligence.
39. Singh, S. 2014. « Indian Ecommerce to be worth \$90 billion by 2021; 7 times the current worth ».
40. Frost & Sullivan. 2014. « High Growth & Consolidation Expected in Southeast Asia's eCommerce Market. »
41. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique. 2012. Annuaire statistique pour l'Asie et le Pacifique 2012.
42. ESA. 2015. World Population Prospects 2015.
43. Henke, N., Kadonaga, S., et Kanzler, L. 2009. Improving Japan's health care system. McKinsey & Company.
44. Moon, H. The Korean Pension System: Current State and Tasks Ahead. Korea Development Institute.
45. Organisation mondiale du travail. 2010. Labour and Social Trends in ASEAN 2010: Sustaining Recovery and Development through Decent Work.
46. IRIS Knowledge Foundation. 2013. State of the Urban Youth, India 2012.
47. The World Bank Data. 2014. « Population ages 65 and above (% of total) ».
48. Organisation mondiale du tourisme. 2015. UNWTO Annual Report 2014.
49. Asian Development Bank. 2011. Higher Education Across Asia: An Overview of Issues and Strategies.
50. Kariya, T. 2015. « Japan's Faltering Universities Face Challenging Times ». Global Asia. vol. 10, no 2, p. 12-18.